



N°62

CIRCULAIRE ATOME

Le 05 novembre 2020

XIX^{ème} Congrès de l'UNSENRIC FO

**Union Nationale des Syndicats de l'Energie Nucléaire, de la Recherche,
et des Industries Connexes – branche Atome de la FédéChimie FO**

du 29 septembre au 1^{er} octobre 2020 à LACANAU (33)

RÉSOLUTION

Réunis à Lacanau du 29 septembre au 1^{er} octobre 2020, les délégués au XIX^{ème} congrès de l'UNSENRIC FO rappellent leur attachement indéfectible à la charte d'Amiens.

Le Congrès réaffirme la nécessité de l'indépendance syndicale comme moyen de résistance et comme base à toute action revendicative.

Résister

Le Congrès réaffirme son opposition à toutes les formes d'austérité et de rigueur qui affectent les travailleurs et qui mettent à mal la recherche, le développement, l'industrie, les entreprises sous-traitantes et les services publics.

La crise économique illustre la subordination des gouvernements aux exigences des marchés financiers. Autrement dit, la finance a pris le pas sur la démocratie, l'économie et le social.

Le Congrès rappelle qu'avec la FédéChimie et la confédération FO, l'UNSENRIC s'est opposée aux différentes contre-réformes qui ont surgi lors du dernier mandat : ordonnances Macron sur le Code du travail avec notamment la destruction des instances Comité d'Entreprise, Délégués du Personnel, Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail et des contre-réformes de l'assurance-chômage et des retraites.

Le Congrès rappelle que la contre-réforme des retraites n'est actuellement que suspendue, et que le Gouvernement affiche sa volonté de la mener à terme avant la fin du quinquennat.

Le Congrès appelle donc les syndicats à se tenir prêts à remobiliser les salariés pour y faire barrage, y compris par la grève reconductible, tant les dégâts seraient graves pour notre système de retraite solidaire et par répartition qui deviendrait étatisé et individuel, au détriment de tous.

Le Congrès dénonce les remises en question des droits collectifs à l'occasion des restructurations incessantes qui font suite aux déboires d'AREVA devenu ORANO dont les salariés ne sont nullement responsables.

Le Congrès condamne toutes les dispositions tendant à restreindre la liberté et l'indépendance syndicale. Il dénonce les violences à l'encontre des manifestants, perpétrées par les forces de l'ordre suivant les directives de l'état, afin de bâillonner progressivement toute contestation de sa politique destructrice des droits.

Le Congrès refuse toute tentative d'intégration et de récupération du syndicalisme au travers d'un « dialogue social » institutionnalisé et condamne le principe des « diagnostics partagés ».



Revendiquer

Le Congrès condamne toutes formes de harcèlement et de discrimination et ses conséquences au sein des entreprises. Il exige la prise en compte du harcèlement sexuel et des agissements sexistes dans les documents uniques d'évaluation des risques professionnels.

Partout dans les entreprises, revendiquons de véritables augmentations générales de salaires, meilleur remède contre la récession.

L'augmentation générale des salaires, retraites et minima sociaux est indispensable et urgente pour relancer la croissance économique et soutenir l'emploi : un CDI, un vrai salaire et une vraie retraite !

Le Congrès revendique le maintien de tous les emplois sur tous les sites de notre branche et apporte son soutien à tous les salariés qui luttent avec leur syndicat pour les sauvegarder.

Le Congrès revendique dans le nucléaire la prise en compte des contraintes spécifiques dans les critères de pénibilité au travail, notamment les expositions radiologiques et chimiques et le port des tenues adaptées.

Le Congrès revendique l'adaptation des organisations à l'Homme et non le contraire.

Le Congrès réaffirme son attachement à la Sécurité Sociale créée en 1945, fondée sur la cotisation sociale (le salaire différé), gage d'égalité et de solidarité pour tous les travailleurs : cotiser en fonction de ses moyens, bénéficier en fonction de ses besoins.

Le Congrès dénonce et s'oppose aux politiques d'exonération des cotisations sociales, à la réduction et à la fiscalisation croissante des financements de la Sécurité Sociale.

Le Congrès dénonce le transfert aux organismes privés (assurances, mutuelles...) des prérogatives de solidarité nationale qui relèvent de la Sécurité Sociale.

La santé doit redevenir un droit pour tous avec une égalité d'accès aux soins.

Comme pour le CICE, le Congrès dénonce le cadeau de 100 Mds d'euros fait au patronat au travers du plan de relance sans contreparties pour les travailleurs.

La crise sanitaire ne doit pas servir de prétexte pour remettre en cause les acquis et les droits des travailleurs.

Reconquérir

Le Congrès exige l'abrogation de la loi de représentativité du 20 août 2008, de la loi « Travail – El Khomri » de 2016, des « ordonnances Travail Macron » de 2017, et appelle au retrait de la contre-réforme Macron des Retraites.

Il revendique le rétablissement de la libre désignation des délégués syndicaux, quelle que soit la taille de l'entreprise ou de l'établissement, pour le maintien de la liberté de revendiquer, de négocier et de contracter.

Le Congrès revendique le rétablissement des CHSCT dans leurs prérogatives et l'abrogation de la règle de limitation dans les mandats.

Le Congrès réaffirme que le syndicalisme libre et indépendant est une exigence qui conditionne le comportement, les conceptions, les positions et les actions de notre organisation syndicale.

Notre unité d'action basée sur des revendications claires constitue une force pour les salariés.

Afin de renforcer notre indépendance, ainsi que nos valeurs et nos revendications, le Congrès considère qu'il est impératif de se développer et d'appeler tous les travailleurs à rejoindre FO (ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres)



Le Congrès mandate le Bureau National pour mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au développement des syndicats de l'Union.

Recherche et Nucléaire

Le Congrès rappelle sa position constante : les industries du nucléaire ont des contraintes spécifiques et doivent à ce titre, rester sous la responsabilité de l'Etat, garant de la sûreté des installations et de la sécurité des salariés et des populations.

Le Congrès dénonce les tentatives de privatisation ainsi que les demandes gouvernementales de recherche exagérée de profit dans cette industrie. La sûreté nucléaire étant incompatible avec les intérêts capitalistes.

Le Congrès dénonce la baisse des engagements de l'Etat vis-à-vis du CEA mettant en péril, non seulement, la recherche fondamentale au profit de la recherche appliquée, mais aussi en restreignant les champs d'investigations des chercheurs.

Le CEA est de fait obligé de conclure des partenariats de programmes de recherche avec des entreprises privées au profit de celles-ci et non plus au profit du bien public.

Le Congrès revendique l'abandon du projet de la Loi de Programmation de la Recherche qui menace l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche dans notre pays.

Le Congrès s'oppose à l'instauration de l'Agence Nationale de Recherche comme centre unique de financement.

Le Congrès dénonce l'abandon du programme de réacteur de génération IV incluant la construction du réacteur expérimental ASTRID. Il rappelle la nécessité de terminer le réacteur expérimental RJH, malgré la dérive budgétaire constatée.

Le Congrès revendique que l'état prenne ses responsabilités face aux difficultés financières des entreprises de la filière nucléaire.

Le Congrès s'oppose au projet PEARL qui démembre ORANO Cycle en trois entités juridiques (ORANO Chimie Enrichissement, ORANO Recyclage, ORANO Démantèlement).

Le Congrès dénonce la possibilité de sacrifier une entité au détriment d'une autre pour des raisons purement financières et/ou politiques.

Le Congrès dénonce les risques de casse sociale (Risques Psycho-Sociaux, suppression d'emplois...) liée à cette réorganisation. Les enjeux purement économiques et obscurs ne doivent pas se faire au détriment de la sûreté et de la sécurité de nos installations nucléaires.

Le Congrès revendique la nécessité d'une convention collective du nucléaire afin d'éviter la moins-disance sociale et la gestion à bas coût des réorganisations dans le périmètre de notre Union nationale.

Le Congrès réaffirme la nécessité de conserver et développer les compétences des salariés du groupe ORANO et du CEA, en vue des programmes de démantèlement des installations nucléaires.

Le Congrès s'oppose à toute fermeture de centrale nucléaire, de sites de production nucléaire, d'établissement ou de centre. Il apporte son soutien aux salariés de Fessenheim.

Pour le Congrès, le nucléaire, source d'énergie décarbonée, a toute sa place dans la transition énergétique et dans la lutte contre le changement climatique.

Le Congrès mandate le bureau national pour défendre et faire valoir nos positions.